

### #15 La presse

Ou la liberté d'expression au service des intérêts privés



**Armand Carrel**

Né le 8 mai 1800 à Rouen et mort le 24 juillet 1836 à Saint-Mandé (vous savez maintenant qui a perdu le duel), est un journaliste, historien et essayiste français.



**Émile de Girardin**

Né le 21 juin 1802 à Paris où il est mort le 27 avril 1881, est un journaliste, homme d'affaires et homme politique français.

Théoricien du double marché, il est le fondateur de La Presse, quotidien parisien (1836) dont il réduit de moitié le prix de l'abonnement pour multiplier les souscripteurs et, par voie de conséquence, augmenter le nombre d'insertions publicitaires. Il est aussi connu pour avoir fait paraître dans La Presse les premiers romans-feuilletons, dont il partage l'invention avec son concurrent Armand Dutacq, directeur du journal Le Siècle.

#### Lectures utiles :

- A bas la presse bourgeoise ! (Dominique Pinsolle)
- La Trahison des éditeurs (Thierry Discepolo)

21 juillet 1836 au bord du lac de Saint-Mandé. Armand Carrel, 36 ans, homme de presse imprégné des idéaux libéraux de la Révolution, défenseur d'une presse indépendante. En face de lui, Émile de Girardin, député de la Creuse, également homme de presse. Cependant, à la différence de son adversaire, il est un entrepreneur souhaitant transformer la presse en une affaire lucrative grâce à des financements extérieurs sous la forme de publicité.

À leurs côtés, deux témoins et deux médecins, comme l'exige la loi dans un duel au pistolet. Cet événement, assez banal pour l'époque, présente un intérêt particulier en raison de sa nature idéologique.

À cette époque, la presse n'était destinée qu'aux plus riches, car un ouvrier pouvait gagner au mieux 2 francs par jour, tandis qu'un abonnement annuel en coûtait 80. De plus, 80 % de la population était illettrée. L'idée d'introduire des encarts publicitaires pour démocratiser la presse en était encore à ses prémices et provoquait des fortes tensions comme le prouve ce duel.

Lors du changement de régime (passage à la 3<sup>e</sup> République), plusieurs lois et taxes qui encadraient strictement la presse furent assouplies. La gauche et les syndicats saisirent l'opportunité, mais suite à la révolte de la Commune de Paris, le gouvernement d'Adolphe Thiers réinstaura un cautionnement des titres politiques afin de contrôler les journaux jugés trop révolutionnaires. Les grands industriels, quant à eux, ayant carte blanche, y virent un outil de propagande et de manipulation d'opinion très puissant pour valoriser leur enseigne et conforter leur influence en politique. Gustave Le Bon en fit une analyse approfondie dans son ouvrage "Psychologie des foules" (voir chapitres #7 et #8).

L'entre-deux-guerres fut marqué par une ligne éditoriale de la presse française de plus en plus antisémite. Les industriels, souhaitant commercer avec une Allemagne en pleine croissance économique, espéraient attirer ses faveurs grâce à leur mainmise financière sur les organes de presse. Cela aida probablement le conditionnement de la population à collaborer avec l'ennemi. D'ailleurs, durant la Seconde Guerre mondiale, la totalité des journaux auront collaboré à des niveaux plus ou moins importants et seuls 18 des 206 quotidiens furent conservés à la libération. Le C.N.R. (Conseil National de la Résistance) décida de mettre en place des garde-fous, dont l'impossibilité pour une personne de détenir plus de 50 % des parts d'un journal et l'impossibilité pour une personne de détenir plusieurs journaux. Malheureusement, ces mesures ne furent jamais appliquées et pire, furent abrogées quelques années plus tard.

Cependant, accuser la presse de tous les maux reviendrait à regarder le problème par le trou de la lunette. Le vrai problème vient surtout des maisons d'édition. Certes, la commission du C.N.R. nettoya les journaux, mais elle fut plus indulgente envers les maisons d'édition. Le cas de la maison Gallimard est particulièrement intéressant, car elle s'est considérablement enrichie grâce à la collaboration et en profita pour racheter une bonne partie de la concurrence. On serait en droit de se demander pourquoi s'en est elle si bien sortie ? Peut être parce que Jean-Paul Sartre, Albert Camus et Louis Aragon (parmi les plus connus) étaient membres de cette commission et édités par Gallimard. Ne dit-on pas que celui qui paie l'orchestre choisit la musique ?

La question se pose encore aujourd'hui, Edwy Plenel (Mediapart) est publié par Gallimard, dont LVMH détient 10%. Le dilemme est cornélien : renier ses idéaux et garantir une large diffusion de son œuvre, ou garder son éthique, mais perdre en visibilité.

Le parallèle entre presse, télévision et internet ne vous aura pas échappé ; la concentration des médias autour des milliardaires pose un réel problème d'éthique et de démocratie. La solution est encore une fois entre les mains des politiques, et même si vous pensez être au-dessus du lot parce que vous avez abandonné votre téléviseur, combien d'heures par semaine passons-nous à regarder des extraits télévisés sur notre téléphone grâce aux réseaux sociaux ?